

Cour d'Économie: Les Agents Privés créés de la monnaie alternative

Les Cryptomonnaies: Etude de cas sur le Bitcoin



figure 1: The Times, 03 Jan 2009, "Chancellor on Brink of Second Bailout for Banks"

Elèves: Sacha HOSANA; Arthur COMBES

Professeur: Mr. Labeyrie

Classe: 105

Année: 2024-2025

Sommaire

Remarque: Le sommaire présenté suit bien les indications imposées. De ce fait, toutes les informations sont présentes mais pour des questions pratiques, nous avons fait le choix de remanier le plan proposé en gardant toutes les informations, et leur ordre est préservé. Pour des questions de cohésion et de cohérence, certaines informations du cours on était répétés.

Introduction

I- La création monétaire par les agents privés

- a. Le monopole des banques dans la création monétaire...
- b. ...remis en cause par l'apparition de nouvelles formes de monnaie privée

II- Bitcoin: une révolution monétaire ou un actif spéculatif ?

- a. Genèse et principe à l'origine du Bitcoin
- b. Le Bitcoin: une monnaie traditionnelle ?

III- Implications économiques, débats et réglementations

- a. Les cryptomonnaies face aux banques centrales et à leurs réglementations
- b. Conséquences réelles et avenir du bitcoin

Conclusion

Introduction

Dans un article du New York Times intitulé d’une manière à la fois ironique, poétique et cinglante “Bubble, Bubble, Fraud and Trouble” sorti le 30 janvier 2018, Paul Krugman, prix nobel d’économie de 2008 s’exprime sur le bitcoin de la façon suivante:

“Yes. But it’s a bubble wrapped in techno-mysticism inside a cocoon of libertarian ideology. And there’s something to be learned about the times we live in by peeling away that wrapping.”

version originale

“Oui, mais c'est une bulle enveloppée de techno-mysticisme à l'intérieur d'un cocon d'idéologie libertaire. Et il y a quelque chose à apprendre sur l'époque dans laquelle nous vivons en enlevant cette enveloppe.”

version traduite à l'aide de DEEPL

Depuis sa création en 2009, le Bitcoin suscite un vif débat parmi les économistes, les régulateurs et les investisseurs. Présenté par ses défenseurs comme une révolution monétaire permettant de s’affranchir des banques centrales, il est vu par ses détracteurs comme un simple actif spéculatif, incapable de remplir les fonctions fondamentales d’une monnaie.

Historiquement, la création monétaire a été le privilège, le monopole, des banques centrales et des institutions financières, qui contrôlent l’émission de la monnaie fiduciaire et régulent indirectement l’offre de crédit. Cependant, l’essor du Bitcoin et des cryptomonnaies remet en question cette hégémonie en permettant à des agents privés de créer et d’échanger une monnaie sans autorité centrale. Cette évolution soulève plusieurs questions : **Le Bitcoin peut-il réellement être considéré comme une monnaie ? Quels sont ses effets sur l’économie et le système monétaire traditionnel ?**

Dans le but de répondre à cette question, nous analyserons comment les agents privés ont historiquement participé à la création monétaire, en particulier à travers le rôle des banques commerciales. Nous nous pencherons ensuite sur le fonctionnement du Bitcoin et sa compatibilité avec les critères d’une monnaie. Enfin, nous étudierons les implications économiques et réglementaires de son adoption croissante.

I- La création monétaire par les agents privés

On désigne par création monétaire tout processus visant à augmenter le stock de monnaie en circulation, également appelé masse monétaire. Il est constitué des moyens de paiements détenus par les agents économiques non-bancaires et utilisables à court terme. Dans cette première partie, nous allons voir comment ce processus se déroule et dans quelle mesure il est remis en cause par de nouvelles formes de paiements émergentes.

a. Le monopole des banques dans la création monétaire...

Les banques commerciales (ou banques de second rang) jouent un rôle essentiel dans la création monétaire. Lorsqu'elles accordent des crédits, elles ne prêtent pas des fonds déjà existants, mais créent de la monnaie. Ce processus a lieu lorsqu'un client (entreprise ou particulier) contracte un prêt. La banque inscrit le montant du prêt sur le compte du client, créant ainsi une nouvelle créance et une nouvelle quantité de monnaie dans l'économie, qui n'existait pas auparavant. Cette création de monnaie est possible grâce au système bancaire de réserve fractionnaire, où les banques ne sont tenues de garder qu'une part de leurs dépôts en réserve obligatoire.

Lorsqu'un gouvernement enregistre un déficit budgétaire (c'est-à-dire que ses dépenses dépassent ses recettes), il doit trouver des moyens de financer cette différence. L'une des principales méthodes consiste à emprunter de l'argent, souvent par l'émission d'obligations d'état tel que les OAT (obligations assimilables du Trésor) ou les BTF (bons du Trésor à taux fixe et à intérêt précompté), qui, si achetés par des banques commerciales, augmente la masse monétaire par la création de monnaie.

Parfois, les banques centrales interviennent directement pour acheter ces titres de dette, augmentant également la masse monétaire. Par exemple, le programme de quantitative easing PEPP (Pandemic Emergency Purchase Programme) mis en place en 2020, pendant la crise du COVID-19, a inclus l'achat d'OAT par la BCE pour soutenir les économies des pays de la zone euro.

L'entrée nette de devises fait référence aux flux de devises étrangères qui entrent dans un pays, généralement sous forme d'investissements étrangers et d'exportations. Lorsqu'un investisseur étranger apporte des devises étrangères dans un pays, ces devises doivent être converties en monnaie locale (par exemple, des dollars sont échangés contre des euros sur les marchés des changes). Cela augmente la masse monétaire. Il en est de même pour les exportations.

→ Les limites de la création monétaires

La création monétaire, bien que essentielle au soutien de l'économie, présente plusieurs limites :

- Une augmentation excessive de la masse monétaire peut entraîner une inflation trop importante, réduisant le pouvoir d'achat des individus.
- Si les banques créent trop de crédit, cela peut conduire à des déséquilibres financiers, comme des bulles spéculatives (un phénomène sur les marchés financiers caractérisé par une augmentation rapide et excessive de la valeur de certains actifs financiers sans justification au regard de leur valeur intrinsèque), causé par le sur-optimisme, d'agents économiques anticipant que les prix de certains actifs vont continuer d'augmenter (dû au sur-octroi de crédit).
- Enfin, cela peut entraîner une crise de confiance si les agents économiques perdent confiance dans la stabilité de la monnaie, pouvant provoquer une récession économique.

→ Exemple de dérégulation financière : La crise de la dette dans la zone euro

Elle aurait tout d'abord des causes structurelles : une étude du *Center for Economic Policy Research* affirme le caractère classique de cette crise : elle aurait été causée par des déséquilibres entre pays de la zone euro dus à un endettement excessif. En effet, on apprend dans les travaux de Robert Mundell dans les années 1950 que des pays n'ont intérêt à avoir une monnaie commune que si “leurs économies ne réagissent pas trop différemment aux chocs économiques”, entre autres. En outre, elle aurait aussi des causes conjoncturelles : pour Jean-Claude Trichet, les “grands pays” (Allemagne et France notamment) ont pris des libertés vis-à-vis du pacte de stabilité et de croissance, ce qui a sapé sa crédibilité et amené les autres pays, plus fragile, à prendre eux aussi des libertés sans avoir les capacités de résilience similaire.

Ainsi, la crise de la dette de la zone euro a éclaté en 2009, suite à l'augmentation massive des déficits budgétaires de certains pays, notamment la Grèce, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal.

Par exemple, la Grèce était frappée par un fort endettement (environ 177 % du PIB fin 2014) et un fort déficit budgétaire (plus de 13 % du PIB). Ces pays avaient emprunté de manière excessive, souvent en raison de mauvaises gestions économiques, notamment suite à la crise financière mondiale de 2008. Cela a provoqué une perte de confiance des marchés financiers, qui ont exigé des taux d'intérêt plus élevés pour prêter de l'argent à ces pays. Enfin, elle a provoqué une récession économique et des tensions sociales.

b. ...remis en cause par l'apparition de nouvelles formes de monnaie privée



Vert = monnaie en circulation Orange = ne circule plus Bleu = en projet

figure 2: monnaie locale complémentaire citoyenne, 2010 "Les Monnaies Locales et Plus"

Cette carte, datant de 2010, illustre parfaitement l'essor de la création de MLC (monnaie locale complémentaire). On retrouve une forte représentation des points bleus, montrant les projets en cours de création de MLC. Cet essor peut s'expliquer par les avantages des MLC par rapport à la monnaie classique :

- Relocaliser l'économie, en encourageant une économie locale et circulaire.
- Renforcer les liens sociaux et communautaires.
- Accroître la résilience économique, en réduisant la dépendance aux fluctuations économiques globales.

En somme, dans un contexte post crise des subprime (dont nous parlerons plus tard), il n'est pas étonnant d'observer l'émergence de ce type de monnaie alternative

→ Les innovations financières (monnaies électroniques, stablecoins, etc.)

Au cours de ces 15 dernières années, les innovations financières ont profondément transformé le secteur économique, notamment avec l'émergence des technologies financières (fintechs), des monnaies électroniques et des stablecoins.

Les fintech (ensemble des nouvelles technologies dont l'objectif est d'améliorer l'accessibilité ou le fonctionnement des activités financières) jouent un rôle essentiel dans les innovations financières.

Pour montrer leur importance de nos jours, rien ne vaut l'exemple de Ant Financial : la plus grosse entreprise de Fintech en termes de valorisation. En 2018, elle était valorisée à environ 150 milliards de dollars et comptait 520 millions d'utilisateurs. L'entreprise, qui a géré l'équivalent de 15,2 milliards d'euros de paiements en 2019, soit plus que Visa et Mastercard réunis, pourrait atteindre la capitalisation boursière de 318 milliards de dollars, soit autant que la banque américaine JPMorgan. La monnaie électronique, ou monnaie numérique (une valeur monétaire stockée sur un support électronique indépendante d'un compte bancaire) a également connu une croissance importante, avec par exemple la montée des monnaies électroniques de banques centrales (CBDC), telles que le yuan numérique en Chine ou le projet e-krona en Suède. Le Fonds Monétaire International (FMI) a estimé que la Chine avait environ 200 millions d'utilisateurs de yuan numérique en 2021, ce qui illustre bien l'émergence de ces formes de monnaie alternative.

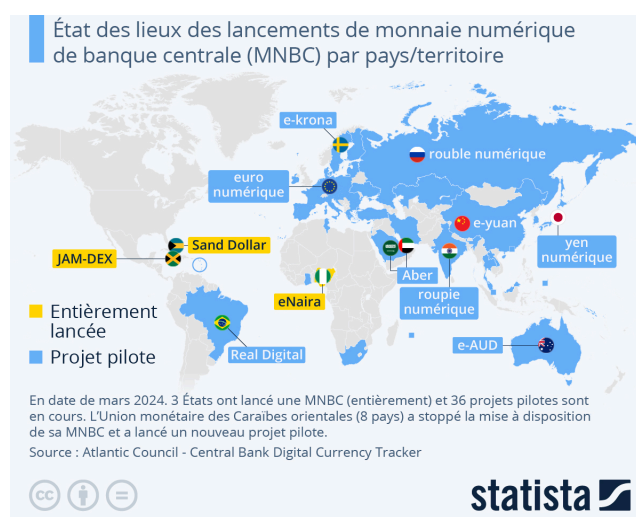


figure 3 Statista, mars 2024 “ Quels États ont lancé leur propre monnaie numérique ? ”

Enfin, les stablecoins, des “cryptomonnaies” conçues pour maintenir une valeur stable, sont l'une des innovations majeures de la dernière décennie dans le secteur financier. Adossées à des actifs (comme des devises traditionnelles ou de l'or), elles visent à éviter la volatilité des cryptomonnaies classiques telles que le Bitcoin ou l'Ethereum. Selon CoinMarketCap, en 2021, le marché des stablecoins a dépassé 120 milliards de dollars, avec des acteurs dominants comme Tether et USD Coin. L'un des principaux avantages des stablecoins réside dans leur capacité à faciliter les transactions internationales rapides et à faible coût, ce qui est particulièrement utile dans des économies en développement où l'accès aux monnaies fortes est limité. Des économistes comme Eswar Prasad ont souligné leur potentiel à réformer les systèmes de paiement. En outre, l'économiste John Hull a mis en lumière le besoin urgent d'un cadre juridique et réglementaire pour éviter que ces nouvelles formes de monnaie n'échappent aux autorités de contrôle.

→ Le cas des multinationales qui créent leur propre monnaie

Ces dernières années, certaines multinationales ont exploré l'idée de créer leur propre monnaie pour faciliter les transactions et offrir de nouvelles solutions de paiement. L'exemple le plus emblématique est celui de Facebook, qui a lancé son projet de cryptomonnaie Libra (rebaptisée Diem) en 2019. L'objectif était de permettre à des milliards de personnes dans le monde entier d'avoir accès à un moyen de paiement stable et facile d'utilisation, en particulier dans les pays en développement.



figure 4: France24, image "Facebook lance Libra, une nouvelle cryptomonnaie"

Cependant, ce projet a rencontré de nombreuses résistances des autorités financières et des régulateurs internationaux, notamment en raison des préoccupations concernant la stabilité financière, la protection des données personnelles, et le contrôle de la politique monétaire. Eswar Prasad, économiste à la Cornell University, a déclaré : *"Libra est une innovation qui pourrait améliorer l'efficacité des paiements mondiaux, mais elle soulève de graves préoccupations en matière de stabilité financière et de régulation."* (version traduite). En outre, Christine Lagarde, présidente de la BCE, a également exprimé des inquiétudes : sans jamais citer Facebook, mais en faisant pourtant directement référence à libra, elle a émis de vives réserves à l'idée de voir les géants de la tech utiliser leurs plateformes pour promouvoir leurs propres devises numériques.

II- Bitcoin: une révolution monétaire ou un actif spéculatif ?

a. Genèse et principe à l'origine du Bitcoin

Replaçons-nous dans le contexte de l'époque. Le Bitcoin est né dans un contexte de crise financière mondiale: en 2008, l'effondrement de grandes institutions bancaires et les plans de sauvetage massifs (TARP au U.S) ont nourri la défiance envers le système financier traditionnel.

Par exemple, dans son rapport annuel de 47 pages "2009 Edelman Trust Barometer" de 2009, le baromètre *Edelman Trust Barometer* nous dévoile les informations suivantes:

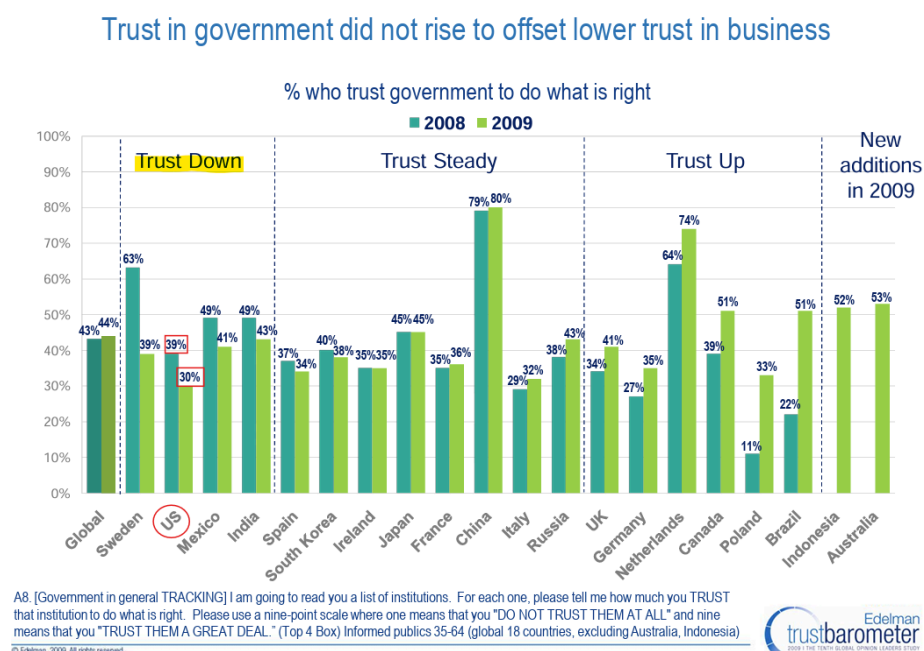


figure 5:Edelman Trust Barometer, 2009, "2009 Edelman Trust Barometer"

Le pourcentage de personnes ayant confiance au gouvernement est de 39% en 2008 et chute à 30% en 2009 au Etats Unis. (nous étudions le cas américain ici car c'est au Etats-Unis que le bitcoin naît, il n'est pas pertinent d'étudier à cet instant le cas français).

Technology remains most trusted industry sector globally

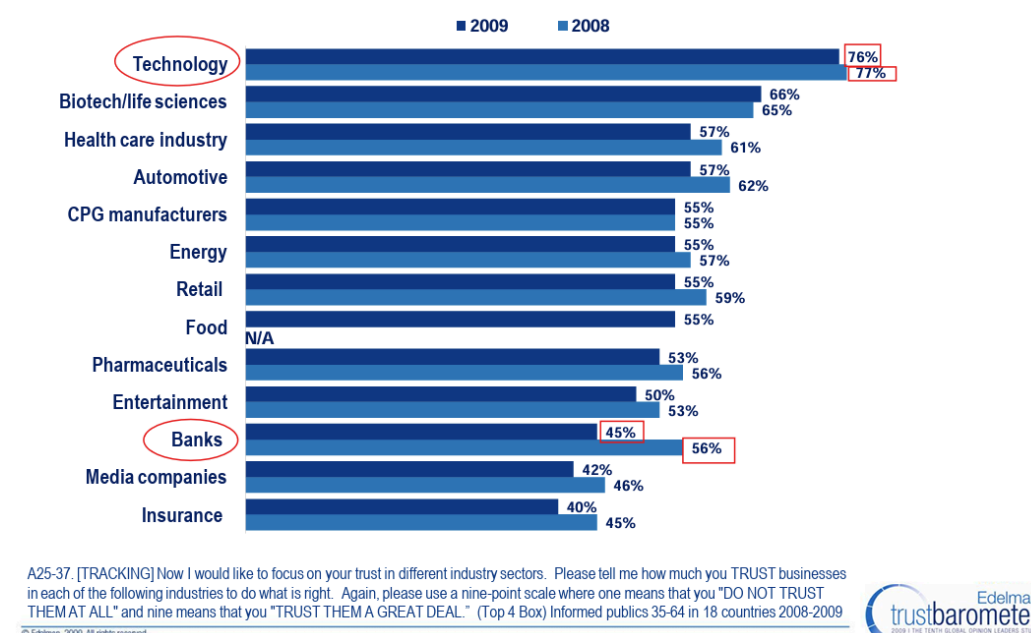


figure 6:Edelman Trust Barometer, 2009, "2009 Edelman Trust Barometer"

Ironiquement, bien que tous les secteurs notamment liés au business ont vu leurs indices de confiance baisser, les technologies arrivent au sommet de tous les secteurs tandis que les banques inspirent de moins en moins de confiance (76% pour les technologies contre 45%, soit 56-45=11 points de pourcentage de perte, pour les banques) Cela nous permet donc d'annoncer l'arrivée d'un bitcoin: une "monnaie" sans banque et fondée sur un programme technologique, la presque parfaite combinaison de confiance.

C'est dans cette atmosphère de méfiance que Satoshi Nakamoto, un pseudonyme toujours anonyme aujourd'hui et considéré comme le créateur du bitcoin, publie un "white paper" intitulé "Bitcoin: A Peer-to-Peer Electronic Cash System". Il y propose un système monétaire alternatif, reposant sur la décentralisation et l'élimination des intermédiaires financiers. Un message inscrit dans le premier bloc miné de la blockchain Bitcoin (appelé le "Genesis Block") illustre bien cette critique du système bancaire : "The Times 03/Jan/2009 Chancellor on brink of second bailout for banks" (version traduire: The Times 03/Jan/2009 La chancelière est sur le point d'accorder un second renflouement aux banques). cf. page n°1

Cette référence à un article du journal Times souligne la volonté de Nakamoto de proposer un système résistant aux manipulations des banques centrales et aux politiques monétaires. Les individus, notamment aux Etats-Unis, avaient moins confiance dans les banques, dans leurs gouvernements et *In Fine*, dans la monnaie. Or, la monnaie représente aussi la confiance que l'on accorde à l'ordre social: perdre confiance en la monnaie, c'est perdre confiance en l'ordre social et c'est finalement ne plus avoir confiance en l'un des piliers de nos sociétés.

D'un point de vue technique, le Bitcoin est une crypto monnaie, une forme de monnaie numérique décentralisée qui fonctionne sans l'intervention d'une banque ou d'un gouvernement. Son principe repose sur la technologie de la blockchain, qui est une sorte de grand livre numérique partagé et sécurisé, où toutes les transactions sont enregistrées de manière transparente et immuable.

- Chaque utilisateur possède une clé privée, qui lui permet de signer des transactions et d'assurer la sécurité de ses fonds.
- Les transactions sont vérifiées par un processus appelé "minage", où des ordinateurs résolvent des problèmes mathématiques complexes pour valider les transactions et les ajouter à la blockchain, en échange de nouvelles unités de Bitcoin.
- Cette décentralisation garantit que personne ne peut contrôler ou manipuler le réseau, et chaque Bitcoin peut être échangé comme une monnaie classique.

Pour le comparer à quelque chose de plus simple, imaginons que le Bitcoin soit un carnet de comptes où chaque transaction est notée de manière transparente. Au lieu qu'une seule personne (comme une banque) tienne ce carnet, il est partagé et mis à jour par plusieurs participants (les "mineurs").

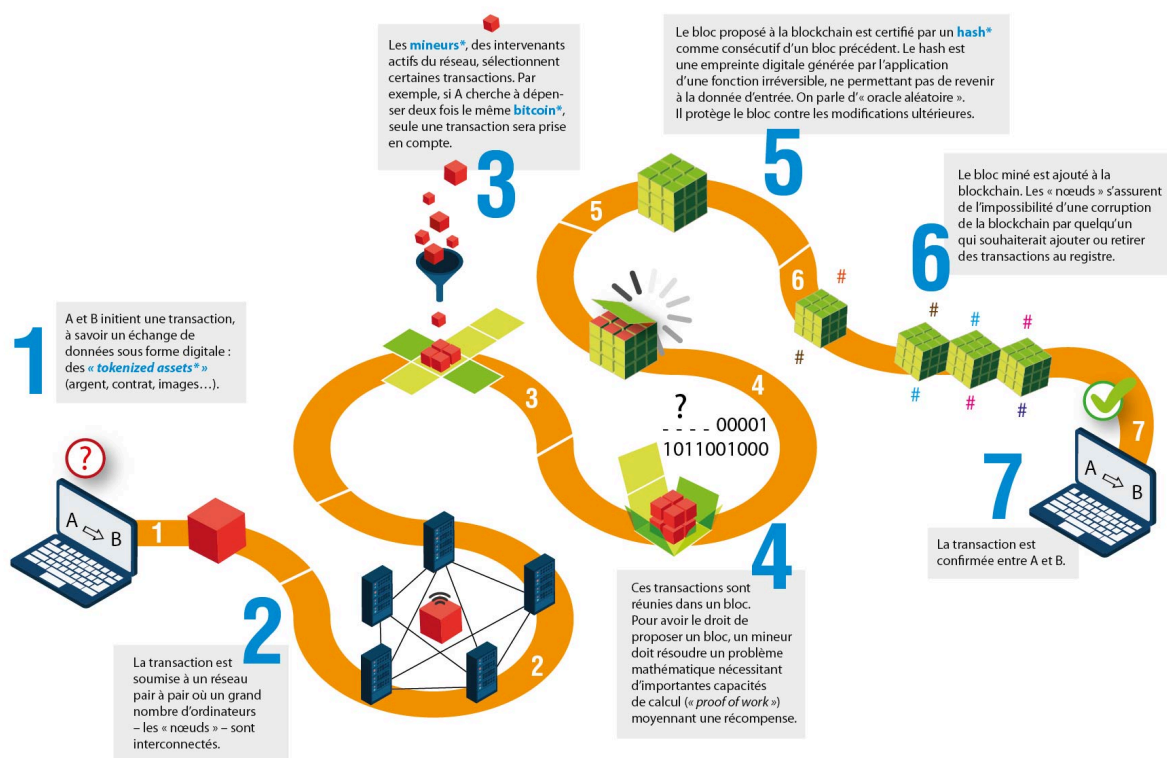


figure 7: Institut des Actuaire, 16 déc 2016 "Schéma de fonctionnement de la blockchain"

b. Le Bitcoin: une monnaie traditionnelle ?

Les monnaies traditionnelles possèdent des caractéristiques précises (unité de compte, réserve de valeur, moyen d'échange). Le bitcoin en un sens peu se retrouver un petit peu dans chacune de ces caractéristiques:

- **Unité de compte :** L'unité de compte est l'une des fonctions principales de toute monnaie. Elle permet d'étalonner la valeur des biens et services dans une économie. Comparé aux monnaies traditionnelles comme l'euro ou le dollar, qui sont soutenues par des institutions financières et des banques centrales, le Bitcoin peine à remplir ce rôle de manière stable. En effet, l'un des grands défis du Bitcoin est sa volatilité. En raison de la spéculation et de la demande fluctuante, sa valeur peut connaître d'importantes variations sur de courtes périodes. Par exemple, en 2020, le prix du Bitcoin a augmenté de plus de 200 % avant de redescendre brutalement, ce qui complique son utilisation quotidienne pour établir des prix fixes ou pour les transactions régulières. En comparaison, des monnaies comme l'euro ou le dollar, grâce à l'intervention des banques centrales, bénéficient de politiques monétaires visant à garantir une certaine stabilité et à maintenir leur pouvoir d'achat sur le long terme. De ce fait, bien que le Bitcoin puisse théoriquement remplir le rôle d'unité de compte, il n'est pas encore adapté à une utilisation quotidienne comme les monnaies traditionnelles, en raison de son instabilité.
- **Moyen d'échange :** Le Bitcoin est souvent vu comme un moyen d'échange, une autre des fonctions traditionnelles d'une monnaie. Cependant, sa capacité à être utilisé pour des transactions régulières reste limitée. Si certains commerçants, en particulier dans le secteur de la technologie et des startups, acceptent déjà le Bitcoin comme moyen de paiement, son acceptation générale reste marginale. Cela est dû à plusieurs facteurs, dont la volatilité de son prix, le manque de compréhension de la technologie blockchain par le grand public et la lenteur des transactions, qui rendent son usage moins pratique que celui des monnaies traditionnelles comme l'euro ou le dollar. Par ailleurs, certains pays ont interdit ou restreint l'usage des cryptomonnaies, ce qui freine davantage son adoption. Toutefois, de grandes entreprises comme Tesla et des plateformes de paiement comme PayPal ont commencé à accepter le Bitcoin, ce qui marque une avancée dans son acceptation progressive. Ainsi, bien que le Bitcoin soit utilisé pour certaines transactions, il reste encore loin d'être une monnaie courante dans la majorité des transactions économiques à l'échelle mondiale.

- Réserve de valeur: La réserve de valeur est une autre fonction essentielle de la monnaie. Elle permet de conserver de la richesse à travers le temps sans que sa valeur ne se déprécie de manière significative. En ce qui concerne le Bitcoin, son rôle en tant que réserve de valeur est encore un sujet de débat. D'un côté, certains le considèrent comme une alternative à l'or, notamment en raison de son caractère limité (il n'y a qu'un maximum de 21 millions de Bitcoins qui peuvent être créés). Cela lui confère une certaine rareté, similaire à celle de l'or, qui pourrait théoriquement en faire une réserve de valeur intéressante, surtout en période d'incertitude économique ou d'inflation des monnaies fiduciaires. Cependant, sa volatilité importante rend ce rôle difficile à assumer. Le Bitcoin a connu des fluctuations extrêmes, où sa valeur peut doubler ou chuter de manière significative en l'espace de quelques jours. Ainsi, bien qu'il puisse être perçu comme une réserve de valeur à long terme, sa volatilité à court terme pose des obstacles pour ceux qui cherchent une monnaie stable pour protéger leur pouvoir d'achat. Malgré cela, avec une adoption progressive et une régulation accrue, il est possible que le Bitcoin devienne, à long terme, un choix plus viable pour ceux qui recherchent une réserve de valeur alternative.

Mais le Bitcoin présente aussi des caractéristiques uniques qui le distinguent des monnaies traditionnelles. En tant qu'actif numérique, il n'existe que sous forme de données cryptées, sans existence physique. Cette caractéristique, en plus de sa décentralisation, lui confère une propriété de "bien numérique", difficile à comparer avec des actifs traditionnels comme l'or, les actions ou les biens immobiliers. De plus, il s'avère que le Bitcoin peut être divisé en très petites unités (satoshis), ce qui permet une flexibilité extrême dans les transactions, même pour des montants faibles. Cependant, sa décentralisation fait également du Bitcoin un objet de spéculation, ce qui lui donne une nature volatile, difficile à prédire et parfois perçue comme risquée par de nombreux investisseurs. Contrairement aux monnaies fiduciaires, qui sont soutenues par les gouvernements et régulées par des banques centrales, le Bitcoin fonctionne donc indépendamment, sans institution derrière lui pour en garantir la stabilité. Ce caractère atypique et parfois "étrange" du Bitcoin fait de lui un objet à la fois fascinant et déroutant, ce qui contribue à sa popularité croissante.



figure 8: Newsbit, image "Bitcoin koers in afwachting van doorbraak: Wat zeggen de data?"

III- Implications économiques, débats et réglementations

a. Les cryptomonnaies face aux banques centrales et à leurs réglementations

→ Enjeux économiques

Le Bitcoin, en tant que cryptomonnaie décentralisée, a des implications économiques, tant sur les marchés financiers que dans les échanges mondiaux. D'un côté, il est, comme dit précédemment, perçu comme une réserve de valeur, notamment en période d'incertitude économique. Selon Goldman Sachs, le Bitcoin pourrait jouer un rôle important dans les portefeuilles d'investissement, car, sa corrélation avec les actifs traditionnels étant faible, il serait un bon instrument de diversification. Cependant, d'autres économistes, comme Eswar Prasad, soulignent que la volatilité extrême du Bitcoin représente un risque majeur. *"Le Bitcoin est loin d'être une monnaie stable et il reste un actif spéculatif par excellence, ce qui en fait une option risquée pour les investisseurs"* (Prasad, *The Future of Money*, 2021).

Enfin, l'adoption croissante de Bitcoin pour les transactions internationales peut entraîner des coûts élevés liés à la consommation d'énergie, car le Bitcoin a une empreinte carbone importante. Selon un rapport de l'Université de Cambridge, en 2021, le réseau Bitcoin consomme l'équivalent de 121 TWh d'énergie par an, soit une consommation comparable aux consommations annuelles des secteurs industriel ou tertiaire français. Cela pose des questions sur le modèle économique à long terme du Bitcoin, peu durable.

→ Enjeux sociologiques

Le Bitcoin a suscité un débat sociologique sur son potentiel à favoriser l'inclusion financière, en particulier dans les pays en développement. Selon un rapport de la Banque mondiale de 2020, 1,7 milliard d'adultes dans le monde sont toujours non bancarisés, et le Bitcoin pourrait offrir une alternative accessible pour ces populations. Par exemple, au Vénézuéla, le Bitcoin offre une alternative viable aux citoyens confrontés à des pénuries de devises et une inflation annuelle dépassant les 1 000 000% (Le Fonds monétaire international estime que cette inflation atteint 1 370 000 % pour 2018 et prévoyait une inflation de 10 000 000 % pour 2019).

Cela leur permet de protéger leurs épargnes et d'effectuer des transactions internationales, car le Bitcoin reste malgré tout bien moins volatile que le bolivar, la monnaie nationale. Le Caracas Chronicles, a détaillé cette tendance en 2019, tout comme des articles de Reuters et de BBC news.



figure 9: moteur de recherche GOOGLE, 26 mars 2025 à 14h47

Graphique comparant les cours BTC/EUR et VEF/EUR (VEF = bolivar vénézuélien) sur 2 ans

→ Enjeux politiques et réactions gouvernementales: entre interdiction et acceptation

Les enjeux politiques associés au Bitcoin sont centrés sur le défi qu'il représente pour la souveraineté monétaire des États. Le Bitcoin fonctionnant en dehors du contrôle des banques centrales, cela en fait un outil potentiellement disruptif pour les régulateurs et les gouvernements, et ainsi une préoccupation de premier plan. Par exemple, Mark Carney, l'ex-gouverneur de la Banque d'Angleterre, a déclaré que les cryptomonnaies pourraient "miner" la capacité des autorités financières à exercer un contrôle sur la politique monétaire. Il pourrait en outre permettre le blanchiment d'argent.

Le bitcoin a d'ailleurs été interdit dans plusieurs pays tels que la Chine, le Maroc, l'Algérie ou encore l'Égypte. D'autres pays, a contrario, on en fait une monnaie légale : c'est le cas du Salvador, en 2022. La-bas, la loi oblige toutes les entreprises à accepter le Bitcoin comme moyen de paiement si elles sont techniquement en mesure de le faire.

Pour l'UE, peu de normes et de lois ont à ce jour été voté. On peut quand même noter le textes suivants : Directive Anti-Blanchiment (AMLD5 - Anti-Money Laundering Directive 5) : Cette directive, entrée en vigueur en 2020, impose aux fournisseurs de services de crypto-actifs (exchanges, portefeuilles, etc.) de s'enregistrer auprès des régulateurs nationaux et de se conformer aux règles de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les plateformes d'échange de crypto-monnaies doivent depuis identifier leurs clients et signaler les transactions suspectes.

b. Conséquences réelles et avenir du bitcoin

La désintermédiation : impact sur le système bancaire traditionnel ?

Le Bitcoin, en tant que cryptomonnaie décentralisée, favorise la désintermédiation en permettant des transactions directement entre utilisateurs, sans nécessiter l'intervention d'intermédiaires traditionnels comme les banques. Ce phénomène pourrait avoir des conséquences profondes pour le système bancaire traditionnel : selon un rapport de McKinsey (2021), cette désintermédiation pourrait réduire la dépendance à l'égard des banques pour les transferts de fonds internationaux et les services financiers de base. Si l'adoption des cryptomonnaies continue de croître, les banques pourraient voir leur rôle dans la gestion des paiements transfrontaliers et des prêts à court terme diminuer. Cependant, des géants bancaires comme JP Morgan ou Goldman Sachs commencent à s'intéresser aux blockchains et aux cryptomonnaies, cherchant à se positionner sur ce marché naissant en lançant leurs propres solutions de paiement digital ou de stablecoins.

→ **Les défis à venir, au niveau européen**

- Fragmentation réglementaire : Certains pays de l'UE, comme l'Allemagne, ont déjà mis en place des réglementations spécifiques pour les cryptomonnaies, tandis que d'autres, comme Chypre, sont plus laxistes. Il existe un risque de fragmentation de la régulation qui pourrait rendre difficile l'harmonisation du marché intérieur du crypto-actif.
- Cryptomonnaies de banque centrale (CBDC) : L'UE a également exploré la possibilité de créer une monnaie numérique de banque centrale, comme le e-euro, pour répondre à la demande de paiement numérique tout en restant sous le contrôle des banques centrales. La BCE a lancé une consultation publique sur ce sujet en 2020, avec l'objectif de développer une monnaie numérique officielle, tout en cherchant à éviter que des cryptomonnaies privées n'entrent en concurrence.

→ **Quel avenir pour la crypto: adoption massive ou niche spéculative ?**

L'avenir du Bitcoin semble encore incertain, oscillant entre adoption massive comme monnaie de réserve et niche spéculative. D'un côté, des entreprises comme Tesla et Square ont adopté le Bitcoin comme un actif d'investissement, et des pays comme le Salvador ont même légalisé le Bitcoin comme monnaie de cours légal. Ce genre de développement indique que le Bitcoin pourrait devenir une alternative viable à la monnaie traditionnelle, surtout dans des pays en crise. Cependant, d'autres économistes, comme Joseph Stiglitz, considèrent que le Bitcoin est une niche spéculative et un outil de spéculation risqué, en raison de son extrême volatilité et de son faible niveau d'acceptation dans les transactions quotidiennes. Selon Christine Lagarde, présidente de la Banque Centrale Européenne, l'adoption massive des cryptomonnaies pourrait poser des défis réglementaires et des problèmes de souveraineté monétaire. En somme, le Bitcoin pourrait bien se retrouver dans une zone grise, où il ne serait ni complètement intégré dans l'économie mondiale, ni complètement rejeté en raison de sa nature spéculative et de ses risques associés. C'est en tout cas ce qu'il est actuellement.

Conclusion

A la question “ Le Bitcoin peut-il réellement être considéré comme une monnaie ?”, la réponse est difficile. Des économistes du monde entier se posent cette question depuis des années et nous, simples élèves de première spé SES, n’avons pas la prétention de donner une réponse nette et tranchée. Néanmoins, il n’est pas impossible de dire que le bitcoin en tant que monnaie fait débat: souvent présenté comme une révolution monétaire, il peine encore à être reconnu comme une véritable monnaie. S’il remplit partiellement certaines fonctions traditionnelles (réserve de valeur, unité de compte et moyen d’échange) sa forte volatilité, sa faible adoption dans les transactions du quotidien et l’absence d’un cadre régulé limitent son usage comme monnaie universelle. Toutefois, son existence remet en question le monopole des banques centrales sur la création monétaire et accélère les réflexions autour des monnaies numériques.

Sur le plan économique, le Bitcoin participe à la désintermédiation financière, ce qui inquiète les institutions bancaires tout en offrant de nouvelles opportunités, parfois risquées, aux investisseurs et aux particuliers. Il soulève aussi des enjeux politiques et réglementaires, entre tentatives d’interdiction et volonté d’encadrement via des projets comme les CBDC. Pour certaines personnes, le bitcoin est comparé à la ruée vers l’or du 21^e siècle et pour d’autres, c’est la ruée vers le leurre.

Qu’importe de quel côté nous nous plaçons, le bitcoin va certainement changer non seulement certains aspects de notre économie, mais aussi la manière dont la monnaie sera perçue. La confiance que les individus portent aux banques centrales et aux instances économiques se dégrade par moment et la monnaie ne sera peut-être plus, à l’instar du bitcoin, une affaire de confiance. Une question se révèle alors d’elle-même: **Que doivent faire les institutions ? Interdire ? Réguler ? Encourager ? Et pour quel camp l’opinion publique, aujourd’hui méfiant à l’égard des crypto, penchera-t-il ?**

Bibliographie:

Les sources sont citées conformément au format “APA 7”.

- Krugman, P. (2018, January 9). *Bubble, bubble, fraud, and trouble*. Economist's View. <https://economistsview.typepad.com/economistsview/2018/01/paul-krugman-bubble-bubble-fraud-and-trouble.html>
- Statista. (n.d.). *Monnaies numériques émises par les banques centrales dans le monde : Lancement, projet pilote*. Statista. <https://fr.statista.com/infographie/24578/monnaies-numeriques-emises-par-les-banques-centrales-dans-le-monde-la-ncement-projet-pilote/>
- France 24. (2019, June 18). *Libra : La nouvelle cryptomonnaie de Facebook fait débat*. France 24. <https://www.france24.com/fr/20190618-facebook-libra-nouvelle-cryptomonnaie-bitcoin-blockchain-internet>
- La Libre. (2019, December 23). *L'avantage que la Libra offrirait à Facebook dérange Christine Lagarde*. La Libre. <https://www.lalibre.be/economie/digital/2019/12/23/lavantage-que-la-libra-offrirait-a-facebook-derange-christine-lagarde-7NI7JV2X3FFORJWBNIROKI4XRM/>
- Cryptomus. (n.d.). *Liste des pays où les cryptomonnaies sont légales ou interdites*. Cryptomus. <https://cryptomus.com/fr/blog/list-of-countries-where-cryptocurrencies-are-legal-or-prohibited>
- Hello Watt. (n.d.). *Consommation électrique de la France*. Hello Watt. <https://www.hellowatt.fr/suivi-consommation-energie/consommation-electrique/consommation-france>
- Le Monde. (2020, October 27). *Comment Ant Group, le bras financier d'Alibaba, a révolutionné la finance en Chine*. Le Monde. https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/10/27/comment-ant-group-le-bras-financier-d-alibaba-a-revolutionne-la-finance-en-chine_6057455_3234.html
- Monnaie Locale Complémentaire Citoyenne. (n.d.). *Histoire du réseau des MLCC*. <https://monnaie-locale-complementaire-citoyenne.net/histoire-du-reseau-des-mlcc/>
- Basta!. (n.d.). *Les monnaies locales : un moyen efficace pour lutter contre la spéculation*. Basta!. <https://basta.media/les-monnaies-locales-un-moyen-efficace-pour-lutter-contre-la-speculation>
- Forbes France. (n.d.). *Fintech : Les évaluations voguent entre optimisme et pessimisme*. Forbes France. <https://www.forbes.fr/technologie/fintech-les-evaluations-voguent-entre-optimisme-et-pessimisme/>
- Autorité des Marchés Financiers. (n.d.). *Investir dans le Bitcoin : Prudence*. AMF France. <https://www.amf-france.org/fr/espace-epargnants/protger-son-epargne/crypto-actifs-bitcoin-etc/investir-dans-le-bitcoin-prudence>
- La Finance pour Tous. (n.d.). *Qu'est-ce que le Bitcoin ?*. <https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/finance-et-societe/nouvelles-economies/crypto-actifs/bitcoin/quest-ce-que-le-bitcoin/>
- Parlement européen. (2022). *Regulation of cryptocurrencies in the European Union*. https://www.europarl.europa.eu/pdfs/news/expert/2022/4/story/20220324STO26154/20220324STO26154_fr.pdf

-
- Coinhouse. (n.d.). *Bitcoin : Tout ce qu'il faut savoir*. Coinhouse. <https://www.coinhouse.com/fr/bitcoin>

Livres et rapports

- Prasad, E. (2021). *The future of money*. Harvard University Press.
- Goldman Sachs. (2021). *Bitcoin as an alternative investment*. Goldman Sachs Global Investment Research.
- Carney, M. (2020). *The future of money*. Harvard University Press.
- Université de Cambridge. (2021). *Bitcoin electricity consumption index*. Cambridge Centre for Alternative Finance.
- Stiglitz, J. (2017). *The end of financial sovereignty*. W.W. Norton & Company.
- Banque mondiale. (2020). *Global Findex Database*. The World Bank.